



## «Malraux trahi par Mitterrand»

Dans son discours aux préfets de région le 1er septembre, le ministre de la Culture a indiqué que « la Culture pour chacun » était au premier rang des enjeux culturels prioritaires pour le Ministère. Un forum national devrait se tenir en février 2011, faisant suite à des forums régionaux qui vont être organisés durant l'automne.

Au ministère un document intitulé « Culture pour chacun – Programme d'actions et perspectives » et qualifié de « projet » circule.

Voici une première analyse que nous faisons de ce document de travail. Il s'agit d'un « projet » certes, mais à seulement quelques semaines des rencontres régionales il semble que ce document soit la feuille de route en région pour parler de la « Culture pour chacun ». Il s'agit donc de la feuille de route des DRAC.

L'introduction de ce document, intitulée : « L'héritage de la démocratisation culturelle » fait référence à l'intervention d'André Malraux à l'assemblée nationale sur le budget des affaires culturelles, le 27 octobre 1966.

Il est fait référence à ce discours pour légitimer le passage par Malraux d'une culture pour tous à une culture pour chacun. Cette interprétation, qui plus est discutable, est en plus doublement tronquée. En effet, Malraux déclare préalablement au passage cité : « *Il y a deux façons de concevoir la culture, la soviétique et la démocratique* » et il le clôt par : « *Il faut donc que nous bâtissions une maison de la culture par département* »

C'est dans ce fameux discours qu'il déclare : « *...savez vous ce que représente 80 maisons de la culture ? Le coût de 25 km d'autoroute* »

En restituant honnêtement le passage complet du discours (ce dont l'auteur de ce document se garde bien de faire...), il est clair que la culture pour chacun évoquée par Malraux se situe dans le contexte politique de la Guerre Froide et de la question de la culture dans un pays totalitaire. Il est peu probable également que le MCC se lance dans la construction de nouvelles maisons de la culture pour donner corps à sa culture pour chacun, condition posée par Malraux.

Ceci n'a donc rien à voir avec la culture pour chacun selon un gouvernement néo-libéral. Pour lui, la culture pour chacun c'est en réalité à **chacun sa culture**: les jeunes, les vieux, « le populaire » (page 7), le bourgeois...a chacun selon son mérite.

## Ce concept est à la culture pour tous ce que l'équité est à l'égalité

En matière sociale, une répartition équitable ne correspond pas à l'égalité au sens strict. C'est une "juste mesure", un équilibre, qui permet de rendre acceptable une forme d'inégalité lorsque l'égalité ne serait pas acceptable. Pour l'être humain, l'égalité est le principe qui fait que les hommes doivent être traités de la même manière, avec la même dignité qu'ils disposent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes devoirs. C'est bien dans cette perspective que Malraux se situe lorsqu'il déclare le 27 octobre 1966 que : « *Le problème est donc de faire pour la culture ce que la IIIème République a fait pour l'enseignement : chaque enfant de France a droit aux tableaux, au théâtre, au cinéma comme à l'alphabet.* »

Parler de culture pour chacun et donc d'équité, cheval de bataille du libéralisme, c'est aussi et avant tout ne pas parler d'égalité.

C'est au nom de l'équité que le patronat a mis en avant, dans son projet dit de « *refondation sociale* », c'est-à-dire de destruction progressive des acquis sociaux de 1936, 1945 et 1968, sa stratégie individualiste et inégalitaire du contrat opposé à la loi dont l'application devrait être toujours démocratique, collective et égalitaire

Alors que l'égalité est ce processus politique, objectivé par les rapports de force promouvant le principe égalitaire, validé par la loi, et disposant que les individus sont égaux entre eux parce que leurs conditions d'existence induisent une liberté et une autonomie qui ne peuvent plus se prévaloir d'une domination s'exerçant entre eux ou contre eux, l'équité est ce discours moral qui donne à entendre la subjectivité du sentiment personnel de justice sans avoir à poser la question des inégalités relatives aux différences de position sociale dans une société subordonnée à une logique de classe.

« *Les peuples demandent de la culture* » disait Malraux dans son discours de 1966. Le MCC, 44 ans après, déclare (page 5 du document) ....« *D'une certaine manière, le véritable obstacle à une politique de démocratisation culturelle, c'est la culture elle-même* »....il fallait oser. Et bien, supprimons la culture. Le problème sera réglé. Chacun recevra ce à quoi son appartenance sociale ou communautaire lui donnera droit et se trouvera ainsi protégé de toute « **intimidation sociale** », nouveau merveilleux concept forgé par les théoriciens du MCC. Par la même occasion, évacuons toute notion d'exigence et d'excellence (page 5), facteur d'accroissement de cette « intimidation ». Le « consensus culturel » (page 7) se satisfera du minimum, ce sera toujours suffisant pour les « cultures populaires ».

La suite du programme est déjà connue : dans d'autres pays européens (Italie, Grande Bretagne), on dénonce dans un premier temps l'élitisme culturel pour ensuite on démanteler les institutions culturelles.